



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Bonne-nouvelle-pour-les>

Bonne nouvelle... pour les trafiquants de drogues

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2000 - N° 1000 - juin 2000 -

Date de mise en ligne : mardi 31 mars 2009

Date de parution : juin 2000

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Nous ne pouvons reproduire chaque mois l'essentiel de nos propositions [1], même résumées. Mais nos lecteurs savent que la monnaie que nous préconisons ne circule pas, elle n'est qu'un pouvoir d'achat, émis et distribué sous le contrôle des citoyens, en proportion des produits offerts à la vente. Voici de quoi faire réfléchir à l'un des avantages de cette monnaie distributive : personnalisée, une telle monnaie rendrait impossibles tant l'argent sale et son blanchiment que le commerce de la drogue :

Le tribunal de Paris vient de prononcer la liquidation de l'Observatoire géopolitique des drogues (OGD) pour... raisons financières. Association indépendante, sans contrainte politique, l'OGD, fondée il y a 10 ans, fonctionnait uniquement sur des contrats d'études passés avec des institutions publiques. Elle donnait une vision plus objective que celle des deux seuls autres rapports annuels consacrés aux trafics de drogues : celui des Nations unies, rédigé à partir des éléments fournis par les pays membres, et celui du département d'État américain, établi en fonction des intérêts des États-Unis. L'OGD avait inventé le concept de "narco-État" pour désigner les pays dans lesquels l'état est impliqué et/ou utilise le produit du trafic de drogues. Elle avait montré le rôle déterminant de ces trafics dans certains conflits régionaux [2].

On comprend aisément que sa réelle indépendance d'esprit pouvait gêner certains États. Comme elle le dit en conclusion de son dernier rapport [3] rendu public le 20 avril : « Il existe probablement aussi, chez un certain nombre de politiques et de fonctionnaires français et européens, la crainte diffuse qu'apporter un soutien trop prononcé à l'OGD, qui prend sans cesse à témoin l'opinion publique, ait un effet boomerang susceptible d'entraver la politique menée envers certains pays, comme la Turquie, le Maroc, ... »

Un rapport accablant

« L'Union européenne est devenue le plus important marché de drogues de la planète » [4]. Malgré les divers plans de lutte et les discours des gouvernements, les productions de drogues ont continué d'augmenter dans les grands pays producteurs (l'Afghanistan pour le pavot, la Colombie pour la cocaïne, le Maroc pour le cannabis). Les drogues de synthèses (ectasy, amphétamines, etc.) sont, pour la plus grande part d'entre elles, fabriquées en laboratoire en Europe, notamment aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne et en Espagne. Les pays de l'ex-bloc de l'Est, et tout particulièrement la Russie, se distinguent, eux, par « l'explosion de la consommation de toutes les drogues. » L'augmentation considérable de la consommation de "cocktails chimiques" paraît être liée à des malaises sociétaux, comme la marchandisation à outrance du sport, la nécessité de réaliser sans cesse des performances dans le travail ou encore la crainte légitime de le perdre. Enfin l'ouverture croissante des économies et surtout la mondialisation des flux financiers facilitent à la fois les exportations de produits illicites et le blanchiment des capitaux correspondants.

Des établissements financiers du Nord et du Sud profitent du « laxisme des contrôles dont bénéficient leurs succursales ou filiales dans les régions dites périphériques : Caraïbes, îles anglo-normandes (Jersey, en particulier), Monaco, Liechtenstein et Suisse ».

Complicités

De nombreuses concessions sont faites aux "narco-États" par les grandes puissances lorsqu'ils constituent « des

clients ou des alliés géopolitiques ». L'Union européenne semble ainsi ignorer que la Turquie est redevenue le premier producteur d'héroïne en Europe et que les cultures de cannabis ne cessent de s'étendre au Maroc du nouveau roi. Les États-Unis ne sont pas en reste : ils exercent des pressions sur leurs alliés latino-américains pour qu'ils impliquent leurs armées dans la lutte contre le narco-traffic. « En pratique, cela confère à la lutte antidrogue le caractère d'une législation d'exception dans de nombreuses régions », ce qui permet de mieux réprimer les mouvements de libération.

En bref, le rapport montre que le trafic de drogues joue un rôle de plus en plus important dans les domaines économiques, les conflits locaux et la criminalisation de l'état.

D'où le constat amer de l'OGD : « Depuis qu'en 1961, l'Assemblée des Nations unies a solennellement condamné les cultures traditionnelles de drogues, coca, pavot et cannabis, les surfaces cultivées, le trafic et la consommation n'ont cessé d'augmenter chaque année. Ce qui n'a pas empêché l'ONU, en 1998, d'annoncer la quasi-disparition des cultures illicites... pour 2008... »

[1] Un résumé est publié une fois par an. Voir le dernier dans GR-ED N°993.

[2] dès 1991, elle avait dénoncé les trafics d'héroïne qui ont financé l'insurrection albanaise contre la répression serbe au Kosovo.

[3] On peut le consulter à l'adresse internet : www.ogd.org

[4] Le Monde, 21 avril 2000.